

Crack: survivre dans un monde prohibitionniste

Élisabeth Avril / directrice Gaïa

Les usagers de crack et leur grande visibilité dans l'espace public deviennent un affront à nos sociétés urbaines malheureuses, terrorisées par l'avenir, l'insécurité et les « autres ». Ce sont aussi des êtres humains, dont s'occupent sans relâche les équipes de Gaïa et de l'association Aurore... Tranches de vie du côté de la porte de la Chapelle.

Tout le monde fait le même constat : la cocaïne est, après le cannabis, le produit illicite le plus consommé en France et en Europe. Le trafic de crack qui, en 2018, n'était pas un problème majeur aux yeux du service de répression des stupéfiants confronté à une explosion du trafic de cocaïne, le devient de façon criante à partir de 2019. Le trafic pose un problème ou plutôt, les usagers de crack et leur grande visibilité dans l'espace public deviennent un affront pour nos sociétés urbaines malheureuses, terrorisées par l'avenir, l'insécurité et les « autres ». Les atermoiements, puis le refus pur et simple des responsables politiques à mettre en place des services de réduction des risques en nombre suffisant, pourtant validés par la science et la recherche, au profit d'un éternel retour au tout répressif et à l'injonction voire l'obligation de soins, nous amènent à la situation actuelle de la porte de la Chapelle.

Le retour des « Zombies »

Depuis octobre 2022, les consommateurs de crack, les « crackeux » tels qu'ils sont souvent appelés par la presse, sont revenus à la porte de la Chapelle à la suite du démantèlement de la scène ouverte du square Forceval, porte de la Villette. Entre 300 et 400 personnes occupent les interstices urbains, dans une course contre

la montre devant l'avancée des travaux réalisés en vue des Jeux olympiques de 2024. Ces personnes dépendantes au crack/cocaïne se retrouvent dans ces zones isolées pour acheter et consommer, le plus souvent sur place, les galettes de crack. Beaucoup sont sans domicile et vivent dans les environs proches. Ils et elles font peur, leur image publique est désastreuse, Zombies sans foi ni loi, prêts à tout pour acquérir leur dose. Les médias, les publications sur les réseaux sociaux, leur déniennent toute humanité.

Quelques-uns, plus humanistes demandent une intervention de l'État, quelle qu'elle soit, pour faire disparaître le phénomène. L'espace de repos de la Chapelle, centre d'accueil, de repos et d'accès aux soins et aux droits, porté par le Caarud Ego-Aurore en partenariat avec l'association Gaïa, a ouvert ses portes en décembre 2019 pour tenter de répondre aux besoins des usagers de la colline du crack. Cette scène ouverte historique ayant été déplacée quelques jours avant l'ouverture du centre, la fréquentation était modérée (allant jusqu'à une centaine de personnes maximum) jusqu'en octobre 2022. Très brutalement, du jour au lendemain, la scène ouverte s'est à nouveau reconstituée au plus proche de l'espace, plus précisément sur le trottoir devant l'espace et sous les

Éloigner les crackeurs

Dans le cadre du plan crack, un dispositif d'orientation et d'accueil des consommateurs de crack en structures de soins résidentiels entre régions a été mis en place fin 2022 piloté par l'ARS Île-de-France. Il s'agit de proposer aux consommateurs pris en charge dans l'un des dispositifs franciliens de bénéficier d'une orientation dans une autre région, afin d'y continuer la prise en charge sanitaire et médico-sociale tout en s'éloignant des lieux de consommation. Au 23 mars 2023, 22 usagers ont été pris en charge dans huit régions (hors Île-de-France). L'objectif de l'ARS était de 50 personnes à la fin du mois de mai 2023. Les usagers qui bénéficient de ce parcours de soins sont tous volontaires pour être pris en charge dans une autre région que la leur. Toutes les régions métropolitaines hors Corse participent à ce dispositif.

La police, les gendarmes qui patrouillent le quartier essayent de circonscrire les usagers dans un périmètre de plus en plus restreint, ce qui de fait, augmente les violences entre les usagers.

Les « usagers », dénomination générique informe sont des hommes jeunes en majorité, exilés avec des parcours migratoires très traumatiques, des femmes jeunes en situation de grande désaffiliation après des parcours ASE (aide sociale à l'enfance) compliqués, quelques personnes plus âgées issues de la scène historique, des acheteurs venant de toute l'Île-de-France, des vendeurs quasi aussi précaires que les acheteurs, des consommateurs revendeurs. Les femmes sont plus présentes que dans n'importe quel autre Caarud, certaines journées nous accueillons jusqu'à 50 femmes différentes. Tous et toutes ont en commun une dépendance sévère au crack, souvent également à l'alcool, à certains médicaments tranquillisants; un certain nombre aux médicaments opioïdes. Cette dépendance régit leur vie à court terme, elle leur permet de survivre en milieu extrême, de faire face à l'épuisement, aux intempéries, aux maladies, aux violences, aux viols et aux humiliations.

Une ambiance pas de tout repos

ponts autoroutiers. Un afflux de personnes, 280 à 300 personnes chaque jour, se sont mises à fréquenter l'espace, avec des entrées/sorties incessantes et l'apparition d'une scène ouverte de vente et de consommation au plus près. Cette scène, comme toutes celles qui existent dans le monde, est le lieu de violences importantes, de dégradation des rapports humains et d'atteinte aux droits et à la santé globale des personnes qui la fréquentent.

En mode dégradé

Faire face à ce flot soudain de personnes a été un choc et n'est toujours pas simple à effectifs constants. À titre d'exemple, au mois de février 2023, notre structure a accueilli 1 400 personnes différentes. Les services proposés, petit déjeuner, hygiène, repos, soins, accès aux droits, accompagnements se font en mode dégradé et il n'est pas toujours possible d'assurer un accueil individuel tel qu'on le souhaiterait. Néanmoins, le lieu répond à un réel besoin et l'équipe de professionnels tient le cap malgré la tempête. Nous répondons aux besoins et soins les plus urgents et faisons office de « pompiers » de la réduction des risques. Les personnes accueillies souffrent d'un état de santé dégradé, de plaies, fractures, pathologies dont le diagnostic et la prise en charge sont sans cesse retardés. Pas une journée d'ailleurs sans qu'une bagarre n'éclate devant le centre, sans appel aux pompiers pour une situation grave, sans intervention de la police.

L'ambiance dans l'espace de repos est explosive et très animée, on rentre et sort en permanence sous l'œil vigilant de nos courageux collègues médiateurs, les portes claquent, les gens parlent fort, tout cela avec en bruit de fond, l'autoroute et le périphérique. Pour rappel, les containers qui constituent nos locaux sont placés sur un terrain accolé à la déchetterie de la Ville de Paris situé sous une bretelle d'accès du périphérique. Cet environnement nous assure une situation unique d'isolement et de pollution tout en permettant l'invisibilisation de nos services aux yeux des riverains. Malgré ces éléments de contexte particulièrement défavorables, nous continuons l'accueil et la prise en charge de personnes très éloignées des dispositifs habituels et dont les besoins sont énormes. Ces personnes le savent et la plupart respecte le lieu et les professionnels. Nous avons, à plusieurs reprises, organisé des journées particulières, barbecue, journée crêpes, musique. Les personnes accueillies nous donnent un coup de main, sourient, rient et c'est un grand plaisir de voir de la joie sur le visage de ces personnes si jeunes. Plus fonctionnellement, les services proposés, en interne ou grâce aux nombreux partenariats sont investis. La permanence infirmière sans rendez-vous déborde de demandes qui vont de la simple petite plaie à des situations d'urgence vitale, une présence médicale est assurée une fois par semaine. La pathologie psychiatrique et les troubles psychologiques sont omniprésents, l'équipe



Fluid crack de l'hôpital Fernand Widal propose une permanence sur site, mais nous faisons également des accompagnements au Centre psychiatrique d'orientation et d'accueil (CPOA) et des signalements pour péril imminent dans certaines situations où une hospitalisation sous contrainte est nécessaire. Les parcours chaotiques d'exil émaillés de violences indicibles et attisées par les conditions d'accueil et de vie à la rue font le terreau de ces troubles graves.

Nous attendons des hommes et femmes à la tête de notre pays une politique plus pragmatique et assumée de réduction des risques.

Les équipes de Médecins du monde et d'Arémédia sont également présentes et proposent des dépistages IST et prises en charge thérapeutiques. Les cas de tuberculose sont fréquents et la dernière action du camion de dépistage a été bien accueillie par les usagers : une soixantaine a réalisé une radio thoracique. Une campagne de dépistage de l'hépatite B suivie de vaccination a été menée récemment. Sur le plan addictologique, des entretiens sont menés et des prises en charge sont proposées y compris des cures de sevrage et des soins de réhabilitation. Le parcours d'accès à ces soins se fait lentement et nécessite une pleine adhésion de ces personnes très désaffiliées, souvent pas en mesure de faire des choix éclairés compte tenu de leur situation de vie. D'autant que certains établissements d'accueil demandent un hébergement stable de sortie de cure pour les recevoir.

La survie et après ?

Les travailleurs sociaux de l'espace reçoivent individuellement les personnes qui le souhaitent afin d'entamer ou de reprendre des démarches d'accès aux droits ou de régularisation administrative. Des permanences de France terre d'asile permettent de débrouiller les situations complexes de ces jeunes exilés qui ont souvent abandonné toute procédure. L'hébergement est un problème majeur et nous faisons appel aux collègues d'Assore, au Service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO), aux Lits halte soins santé (LHSS) pour obtenir un abri pour ces personnes.

Au-delà des services proposés, l'essentiel de la démarche d'accueil se fait dans l'informel et la création de liens sociaux. Il s'agit de permettre aux personnes d'être elles-mêmes, d'échanger, de se dire bonjour, de se serrer la main, de prendre des nouvelles, d'être des humains en relation. L'espace de repos est un lieu de répit qui permet de trancher avec la rue, se retrouver et

se parler. Un groupe de paroles d'usagers est en place mais peine dernièrement à se réunir, faute de temps et d'effectifs.

La consommation de crack et d'alcool est omniprésente. Théoriquement interdite dans l'espace public même si elle y est très visible, elle reste interdite à l'intérieur de l'espace de repos. Malgré toutes les publications probantes au sujet de l'impact positif des salles de consommation à moindre risque, nous, professionnels et usagers restons captifs d'un monde parallèle, en décalage complet avec les discours officiels. Déclarations officielles qui prônent la tolérance zéro et la répression sans que ces discours n'aient aucun impact positif sur le terrain. Au contraire, les consommations se font plus frénétiques, les violences augmentent au fur et à mesure de la concentration des usagers devant l'espace, obligeant la police à intervenir régulièrement pour un apaisement de courte durée. Injonctions contradictoires, déni de la réalité du terrain, mise en danger des usagers et des professionnels, voilà un bon exemple de ce qu'il ne faudrait pas faire. Nous attendons des hommes et femmes à la tête de notre pays une politique plus pragmatique et assumée de réduction des risques, dans laquelle l'espace de repos de la Chapelle ne soit pas qu'une stratégie de survie pour les personnes rencontrées.